

23.06.2016 – 10:00 Uhr

Union des villes: Appréhender l'extrémisme sous toutes ses formes et y faire face conjointement

Berne (ots) -

Quelque 300 représentants de la politique, de l'administration, de l'économie et du monde scientifique ont discuté jeudi à Berne des défis et des mesures de prévention pour lutter contre la radicalisation et l'extrémisme. Bilan de la conférence: la tâche ne peut être accomplie qu'en réunissant tous les niveaux étatiques et requiert le soutien de tous les acteurs. En ce qui concerne le choix de mesures efficaces, un rôle clé incombe à l'échelon communal car il connaît bien la situation sur place. Il est donc nécessaire d'octroyer des moyens financiers afin de mettre sur pied et développer les compétences nécessaires à l'échelon communal.

À l'heure de la globalisation, de la digitalisation et de la société des 24 heures, garantir la sécurité apparaît comme un problème de plus en plus complexe. Cela ressort particulièrement dans les villes. Les centres urbains sont le théâtre d'événements et de manifestations de grande ampleur et c'est là que se déroule la vie nocturne avec son offre de divertissement. Les villes doivent en outre se consacrer à des questions sociales et mettre en place des offres de prévention dans les quartiers. Il convient de poursuivre le travail d'intégration fructueux de ces dernières années et de prévenir les conflits sociaux.

Les événements tragiques de Paris, Bruxelles et Istanbul renvoient à un nouveau risque: la menace issue du fondamentalisme religieux. Afin de garantir une cohabitation pacifique au sein d'une société ouverte et forte, ce sont cependant toutes les formes d'extrémisme violent qu'il faut combattre. Pour cette raison, l'Union des villes suisses a organisé jeudi une conférence nationale en coopération avec la ville de Berne. À cette occasion furent discutés et analysés l'islam radical ainsi que d'autres mouvements d'inspiration non religieuse présentant aussi un potentiel de menace.

La ville comme lieu de l'action

«Il ne se passe pas un weekend où la police de Berne ne soit pas en degré élevé de disponibilité» déclare Reto Nause, directeur de la sécurité de la ville de Berne. Les événements où une situation pacifique peut dégénérer en violence se déclinent sous des formes diverses: manifestations politiques et sportives, concerts ou fêtes spontanées en extérieur. On constate que les différents milieux se radicalisent. «Il existe différents groupes organisés qui ont la volonté ciblée de perpétrer des actes de violence contre la police et les institutions», explique Nause, notamment les radicaux de gauche ou de droite et les hooligans. Mais il arrive aussi régulièrement qu'on ait affaire à des citoyens haineux qui agissent seuls. Un autre facteur très complexe, le fanatisme religieux, est dernièrement venu s'y ajouter dans la politique sociale et de sécurité des villes. Et Nause d'ajouter, «la sécurité est devenue une tâche permanente pour les autorités».

«Si l'on considère la multiplicité des défis face à la rareté des ressources, le travail fourni au quotidien par les villes pour assurer la sécurité de la population suisse s'avère d'autant plus remarquable», a déclaré Renate Amstutz, directrice de l'Union des villes. Dans l'ensemble, les villes suisses sont sûres et le nombre des actes de violence criminels affiche une légère tendance à la baisse. Toutefois, les mouvements extrémistes et radicaux nous mettent face à un nouveau phénomène. Un rôle clé incombe donc à la ville en termes de politique de sécurité également du point de vue national. «Dans ce contexte, l'échelon communal constitue, de par sa proximité à la population, le premier point de contact pour les personnes concernées et les citoyens inquiets. Grâce à leur proximité au problème, les villes peuvent évaluer plus précisément la situation et prendre des mesures ciblées» ajoute Renate Amstutz. Cela pose toutefois des défis immenses alors que les ressources sont souvent limitées. La Confédération et les cantons sont par conséquent appelés à octroyer des moyens financiers afin de mettre sur pied ou de développer les compétences nécessaires à l'échelon communal.

Conseil destiné aux enseignants et aux proches

Déjà à l'heure actuelle, les villes relèvent ces défis de manière proactive malgré des ressources limitées. Des représentantes et représentants de la politique et de l'administration ont participé à un panel de discussion sur les stratégies de prévention et de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme. Des exemples provenant des villes de Bâle, Berne, Bienne, Vernier et Zurich ont été présentés. Il s'est avéré que le thème ne se compose pas uniquement d'aspects relevant de la politique de sécurité. Les mesures efficaces sont celles où différents acteurs

travaillent main dans la main, en particulier les autorités sociales, scolaires et de sécurité ainsi que les services d'intégration.

La ville de Berne exploite depuis un an et demi un service de consultation «Radicalisation» qui conseille et soutient les parents, proches, amis et enseignants dans la gestion de leurs rapports avec les personnes qui se radicalisent. «Il est essentiel que de telles offres soient proches des gens car c'est le seul moyen pour qu'ils aient confiance et s'adressent à nous», explique Ester Meier, directrice du service de protection de l'enfant et de l'adulte qui exploite le service de consultation.

Daniele Lenzo, directeur du service de la prévention de la violence de la ville de Zurich, a présenté un logiciel. Celui-ci permet de clarifier les potentiels de menace à l'aide de questions. «Le programme ne décide pas si une personne est radicalisée ou non mais constitue un outil» explique Lenzo. «Dans ce type de processus, il est souvent décisif de pouvoir recourir à une entrée en matière rapide et systématisée.»

Diffuser des concepts efficaces

Il arrive fréquemment qu'un premier traitement des cas de radicalisation s'opère au niveau communal, cependant en lien étroit avec les services spécialisés des instances étatiques supérieures. Cette co-opération est indispensable. Par ailleurs, une collaboration nationale et internationale est nécessaire, en particulier au développement de stratégies à long terme. Les différents acteurs ne peuvent venir à bout seuls des phénomènes de radicalisation et d'extrémisme. Outre les représentants des villes, ont également participé à la conférence différents représentants de la Confédération et des cantons ainsi que de l'économie et du monde scientifique.

Il s'agit désormais d'échanger et de propager des concepts efficaces issus de l'activité policière et sociale. Tous les acteurs doivent apprendre les uns des autres. À ce sujet, Renate Amstutz a appelé dans sa conclusion à intégrer encore plus systématiquement les villes aux futures décisions de politique de sécurité. D'après elle, «la compréhension des besoins de l'échelon communal a progressé ces dernières années, mais il existe cependant encore un potentiel d'amélioration».

La documentation de la conférence est disponible sur www.uniondesvilles.ch

Contact:

Renate Amstutz, directrice de l'Union des villes suisses, 079 373 52 18.

Reto Nause, directeur de la sécurité, de l'environnement et de l'énergie, Ville de Berne, 031 321 50 05.

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100017932/100789806> abgerufen werden.